



COMPTE-RENDU CHSCT
Séance plénière
15 septembre 2020

Ce mardi 15 septembre se tenait un CHSCT en séance plénière, consacré à l'examen du bilan de la mise en œuvre des mesures prises pour faire face à la crise sanitaire.

Pour effectuer ce bilan, le Secrétariat Général a élaboré un questionnaire et demandé aux CHSCT locaux de le compléter. Il en ressortira un bilan national

Ce questionnaire comporte les rubriques suivantes :

- 1/ Évaluation des risques et plan de prévention (dans les PCA et PRA, association des assistants de prévention, du CHSCT, mise à jour des DUERP)
- 2/ Organisation du travail (mesures prises, équipements de télétravail, renforcement des équipes, liens agents et encadrement, organisation de réunions à distance, aménagement des horaires)
- 3/ Communication aux agents (du PRA, du Guide des bonnes pratiques pendant le PCA, guide de prévention des risques...)
- 4/ Aménagements des locaux de travail (association des assistants de prévention, du CHSCT, travaux et mesure mises en place)
- 5/ Nettoyage, entretien des locaux
- 6/ Equipements

Dans sa déclaration liminaire, Solidaires Finances a dénoncé l'absence de rubriques consacrées à la gestion des risques psychosociaux et dénoncé les insuffisances de la méthode, un bilan sérieux ne pouvant reposer sur une compilation de questionnaires aux questions fermées.

Par ailleurs, les représentants Solidaires Finances ont pointé l'absence de retour sur l'activité de l'Action Sociale sur la période. Il leur a été répondu que l'activité des services sociaux ferait l'objet d'un bilan national qui serait ensuite présenté en CHSCT.

En séance, les représentants Solidaires Finances sont largement revenus sur les problématiques soulevées au cours de cette période inédite et rappelé :

- l'absence de PCA et PRA service par service, malgré les demandes réitérées des représentants des personnels. En effet, la seule mise en place de plans généraux ne pouvaient suffire à une réelle évaluation des risques au plus près des services et du terrain

- l'absence de précisions sur le rôle joué par les acteurs de prévention, notamment les assistants de prévention (AP). Si les représentants Solidaires Finances reconnaissent et saluent la très forte implication des AP sur le terrain, ils auraient cependant souhaité que ces derniers puissent s'exprimer de manière anonyme sur leur vécu au quotidien. De leurs constats et difficultés énoncés pouvaient ressortir des pistes d'amélioration.

La présidente de séance rappelle que le questionnaire élaboré par le secrétariat général est imposé aux CHSCT dans sa forme (c'est bien ce que nous regrettons!)

- l'absence de réelle association des CHSCT. Pour les représentants des personnels, le constat est sans appel. Si de nombreuses réunions en audioconférence se sont tenues sur la période (cf nos comptes-rendus), les représentants des personnels n'ont été ni écoutés ni entendus, et par conséquent, certainement pas « associés ». Ils se sont battus pour obtenir des informations précises et attachés à signaler tout dysfonctionnement constaté. Le dialogue social ne peut se réduire à des croix dans des cases !

La présidente de séance reconnaît que les plans de prévention n'ont pas été construits avec les représentants des personnels mais simplement communiqués.

- le manque de moyens. Certes, si toutes les directions n'ont pas éprouvé les mêmes difficultés, le manque d'équipements informatiques et audio ont été un frein à la mise en place d'une organisation de travail adaptée et sereine

- la communication (direction / agents, direction / encadrants, encadrants / agents....).

Pour les représentants Solidaires Finances, la communication (qualité – fréquence – moyens) est loin d'être une question anodine. La période a révélé de nombreuses difficultés : un manque cruel d'informations pour les agents (collectivement et individuellement) et des consignes pas toujours claires et précises. Se posent également les questions liées à l'organisation (et fréquence) des réunions à distance, des aménagements d'horaires.

Ont également été mis en avant en séance toutes les questions relatives à l'hygiène des locaux (très insuffisante par endroit), à l'aménagement des locaux, à la distribution de masques, lingettes et gel...La crise sanitaire ne peut tout justifier, elle aura mis à jour les points de fragilité dans l'organisation du travail et révélé l'insuffisance des moyens alloués. Le nettoyage et l'entretien des locaux constituent à ce titre un exemple frappant.

En question diverse, les représentants Solidaires Finances sont revenus sur la fermeture des fontaines à eau dans le restaurant administratif de Kennedy.

La DRFIP s'est engagée à examiner la question.